



CTSD 13 février 2018

« Tout est réchauffé au Macron-ondes »

Madame l'Inspectrice d'Académie-DASEN, Mesdames, Messieurs,

Pour plus de 5 millions d'agents de la Fonction Publique, comme pour de nombreux retraités, l'année 2018 s'annonce mal. En effet contrairement à ce que qu'avait promis le candidat Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle, leur pouvoir d'achat va baisser. Ce gouvernement se plaît à dire qu'il fait ce qu'il a dit : alors chiche ! Les fonctionnaires ne peuvent être la variable d'ajustement pour que le déficit ne dépasse pas 3 % du PIB.

Le débat ouvert par le Président Macron sur l'avenir de la Fonction publique et des services publics risque de déboucher sur une profonde remise en cause de notre modèle social au lieu de le conforter. **C'est pourquoi la FSU avec d'autres organisations syndicales appelle l'ensemble des fonctionnaires à une journée d'action le 22 mars 2018 !**

Pour ce qui est de la laïcité, valeur mise à mal dans notre département, que cherche le Ministre ? Le ministre de l'Éducation nationale a défendu récemment une laïcité imprégnée des traditions chrétiennes, « pourquoi pas des crèches dans les écoles ? ».

Dans les écoles du Haut-Rhin, la rentrée 2018 sera encore plus difficile que les années précédentes.

Le FSU réaffirme qu'il est légitime que les écoles d'Éducation Prioritaire aient des moyens supplémentaires. Pour mettre en place ce dispositif « classe à 12 », les 41 postes attribués au département ne suffiront pas. Une nouvelle fois il faudra déshabiller Pierre pour habiller Paul en l'occurrence les écoles situées dans en « zone rurale ».

Il faudra revenir aux classes enfantines d'un autre temps, 28 organisations pédagogiques GS/CP vont se rajouter à celles existantes.

La grande section et le CP ne sont pas dans le même cycle, les programmes de 2016 ne sont-ils plus d'actualité ?

Il faudra surcharger toutes les autres classes.

Rien de nouveau pour les RASED déjà moribonds, pas de création de poste de Psy-EN, ni de référents, alors que le nombre d'élèves à besoins éducatifs particuliers explose.

Pour le remplacement qui est catastrophique depuis trop longtemps, la création de 3 postes fera l'effet d'un pansement sur une jambe de bois.

La FSU revendique 25 élèves maximum en ordinaire et 20 élèves maximum en REP et REP+. Reste la question des petites écoles de village qui accueillent des élèves dans des classes multi-niveaux. Là encore, les seuils devraient tenir compte de la situation réelle des classes et des écoles en fonction des territoires. Il existe des seuils spécifiques aux REP/REP+. Pourquoi n'y en a-t-il pas pour les écoles situées en territoire rural ?

Dans le second degré, des élèves en plus mais moins de moyens et des suppressions de postes à venir !

La rentrée 2018 dans notre académie et dans notre département se présente aussi sous de mauvais auspices dans le second degré. Elle se situe dans la poursuite d'une logique de restriction des moyens (baisse de 20% des postes aux concours), mais elle porte aussi la marque du projet de tri social que le ministre Blanquer veut mettre en place dans l'éducation nationale.

En effet, notre académie et de notre département doivent accueillir plus d'élèves (+ 350 dans l'académie, + 485 dans les collèges de l'académie) avec moins de moyens (80 emplois de stagiaires en moins, soit 40 ETP, soit 720 heures. C'est la dotation d'un collège qui disparaît). Dans ce cadre, le rectorat effectue un redéploiement des moyens pour faire face aux besoins notamment dans les collèges du 67 ce qui signifie des créations mais également des suppressions notamment en lycée où 18 postes sont supprimés et un affaiblissement du h/e en lycée.

Les documents fournis par l'administration ne permettent pas encore une analyse fine de la préparation de rentrée: pas de comparaison avec la rentrée 2017, même la suppression annoncée au rectorat dans les collèges du Haut Rhin n'y figure pas, aucune indication sur le nombre de divisions projetée par niveaux, aucune information sur l'évolution du nombre de postes, rien qui permette d'avoir une lisibilité sur d'éventuels postes chaînés et sur le recours prévisible de plus en plus important aux contractuels. Par ailleurs, la projection d'une augmentation de 39 élèves dans les collèges du 68 en 2018 semble largement sous estimée au regard de la réalité démographique. Par exemple, sur Mulhouse, nous savons que 300 élèves supplémentaires sont attendus en classe de 6^{ème}. Cet aspect particulier qui a fait l'objet d'un CDEN le 6 février est passé sous silence dans les documents qui nous sont proposés alors même que le conseil départemental validera au mois de mars le projet qui a été rejeté lors de ce CDEN. Quel sera l'impact de cette resectorisation du point de vue des effectifs et des moyens dans les établissements concernés ?

Il y a moins de moyens : par rapport à l'année dernière, la dotation globale en heures poste baisse de 757 heures, avec le risque de voir 28 postes supprimés. La disparition de la demi heure division attribuée jusqu'à présent à l'EP, dont les établissements pouvaient librement disposer dans leur répartition des moyens, aggravera aussi la situation déjà fragile de ces établissements. Les établissements RAR subissent une double peine : plus de demi heure division et perte de deux postes pour Molière et Villon, d'un poste pour Bourtzwiller. De façon générale, le h/e (les heures données en rapport au nombre d'élèves) est en baisse : entre - 0.5 et 1.2%. Cependant, cette baisse est particulièrement marquée pour les établissements tels que Molière (baisse DHG de 10%), Bourtzwiller, Villon, Schickelé, Wolf, Anne Franck et de façon globale pour les établissements les plus fragiles. Par ailleurs, on peut noter aussi qu'on commence à voir des h/e qui tendent vers 1 à Altkirch, Brunstatt, Ferrette, Ensisheim.

Dans les SEGPA : La baisse des effectifs prévisionnels (-1,62%) est à mettre en relation avec la baisse des DHG(-5,95%), même si la baisse du h/e (-0,83%) demeure inférieure à la tendance des effectifs....-

Par ailleurs, l'évolution des effectifs laisse interrogateur et pose la question de la pérennité de ces structures tout comme celle des postes. Comment expliquer une telle évolution ? La difficulté scolaire tendrait-elle à disparaître, contrairement à ce que démontrent les comparaisons internationales ?

Au plan des effectifs, il y a plus d'élèves et de classes chargées et certains établissements débordent : la progression des effectifs est globalement de 0,48%. Près de 60% des divisions de 6ème seront chargées. Pour les autres niveaux, on est au-delà des 40%. 47% des divisions sont chargées.

Pour la M2A : Les classes chargées sont plus nombreuses que la moyenne. Il est vrai qu'une division à 24 ou 28 est plus vite remplie qu'une à 30, mais tout de même ... Le phénomène concerne 40% des établissements de la zone.

D'après les documents fournis, Mulhouse doit accueillir 80 élèves de plus que l'an passé en 6^{ème} ; or, lors du CDEN du 6 février consacré à la refonte de la carte scolaire mulhousienne, les chiffres prévisionnels pour la rentrée 2018 pour les élèves de 6ème faisaient état d'une augmentation de 300 élèves, soit 30% d'augmentation. Nous devons préparer la rentrée avec une resectorisation en cours, sans qu'aucune décision n'ait été prise, alors que celle-ci peut avoir un impact sur les effectifs, les structures et donc l'emploi dans tous les établissements concernés. Nous n'avons à ce jour aucune information précise sur cet effet, alors que les CA des établissements concernés doivent faire remonter leur répartition d'ici 10 jours !

Du côté des taux de remplissage, ils sont en revanche spectaculaires sur la base de ces effectifs prévisionnels : **107% à St Ex, 106 à Kennedy, 105 à Villon, 101 à Bel Air, 98 à Wolf, 94 à Pfastatt, 92 à Brunstatt.** La revendication de construire un nouveau collège à Mulhouse d'ici 2021 apparaît urgente, comme le propose le SNES- FSU et la FSU 68. La rentrée Blanquer va aggraver toutes les inégalités scolaires, sociales et spatiales dans notre département. Les réformes engagées sur Parcours up, le bac et le lycée vont dans le même sens et tournent le dos à l'ambition d'égalité, de démocratisation et d'élévation des qualifications souhaitée par la majorité de la société.

La FSU continuera à défendre une école pour tous, à demander la fin du gel du point d'indice et un rattrapage salarial et l'amélioration des conditions de travail.